

1 - Actualité nationale et internationale

Nouvelle norme professionnelle pour assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées

En application de la loi Lagarde du 1^{er} juillet 2010 relative à la réforme du crédit à la consommation, l'arrêté du 24 mars 2011 portant homologation de la norme professionnelle sur les relations entre les établissements teneurs de compte et leurs clients concernés par le traitement d'un dossier en commission de surendettement est entré en vigueur le 1^{er} mai 2011. Cet arrêté précise les modalités d'application de l'obligation pour les banques d'assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées ainsi que de proposer des moyens de paiement adaptés à la situation de ces personnes. Le contrôle du respect de cette norme est assuré par l'Autorité de contrôle prudentiel.

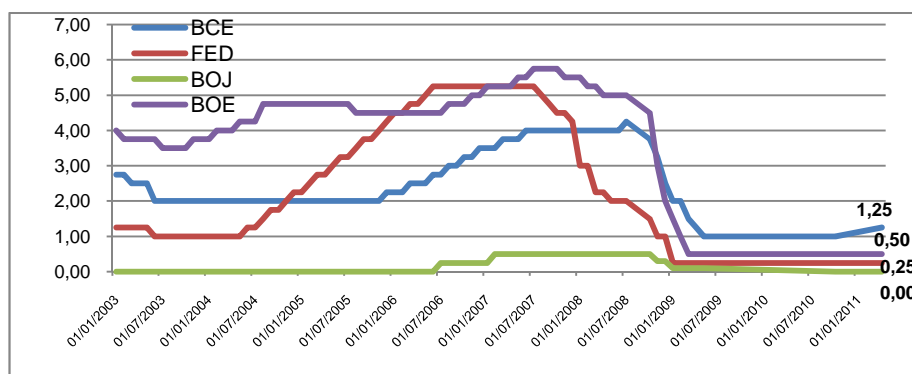
La nouvelle norme professionnelle impose aux établissements de crédit teneurs de compte :

- de maintenir le compte de dépôt domiciliaire des revenus pendant la phase d'instruction du dossier par les commissions de surendettement et pendant la durée de mise en œuvre du plan de surendettement ou des mesures de traitement du surendettement, sauf comportement gravement répréhensible du client (non-respect par des clauses contractuelles ou de la législation anti-blanchiment) ;
- d'informer les clients concernés des conséquences de la procédure de surendettement sur la gestion de leurs comptes bancaires et sur les moyens de paiement afférents ; de proposer d'adapter ces moyens de paiement à leur situation aux fins d'éviter les incidents de paiement et de leur permettre de répondre à leurs dépenses courantes à coût réduit ;
- de proposer un rendez-vous pour compléter cette information et discuter des adaptations proposées dans un délai de 6 semaines à compter de la décision de recevabilité ;
- d'adapter le montant de l'autorisation de découvert à la situation de surendettement du client, avec l'accord de ce dernier. En effet, du fait de l'interdiction de paiement des dettes antérieures, tous les remboursements de crédit doivent être « gelés » à compter de la recevabilité du dossier, l'autorisation de découvert peut être adaptée en conséquence ;
- de valoriser auprès des clients concernés, notamment lors du rendez-vous, leur offre d'alerte par SMS sur l'état du compte afin d'en faciliter la gestion.

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le 5 mai 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1,25%, 2% et 0,50%. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment la tendance positive de l'activité économique dans la zone euro dans un contexte d'incertitude toujours élevé, ainsi que des tensions à la hausse de l'inflation globale liée principalement aux prix de l'énergie et des matières premières ».



Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 27 avril 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0% et 0,25%. Le Comité a également décidé de poursuivre le programme de rachat de bonds du Trésor à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici fin juin. Dans son communiqué, la Fed observe que la reprise économique s'effectue de manière modérée.

Chômage

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 680 000 fin mars 2011, soit une baisse de 0,8% sur un mois en données CVS-CJO (- 21 100 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 0,7 % (- 2% pour les hommes et + 3,8% pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 14,2%.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un an

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en mars 2011, stable par rapport à février. Il était de 10,1 % en mars 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en mars 2011. Il était de 9,7 % en mars 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,8 % sur un mois en mars 2011 ; sur un an, il croît de 1,9 %. L'inflation sous-jacente en France augmente de 0,7 % en glissement annuel.

Inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,8 % en avril 2011. Il était de 2,7 % en mars.

Actualités bancaires

Prorogation du dispositif de la médiation du crédit aux entreprises

Le 4 avril 2011, Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services, ont reçu à Bercy, Gérard Rameix, médiateur du crédit aux entreprises, Henri Jullien, directeur général des activités fiduciaires et de place à la Banque de France, Nicolas de Seze, directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, François Pérol, président de la Fédération bancaire française ainsi que des représentants des entreprises pour signer la Charte de médiation du crédit prorogeant jusqu'à fin 2012 le dispositif de la médiation du crédit aux entreprises.

A cette occasion, la ministre a confié à Gérard Rameix une mission de propositions visant à faciliter l'accès au crédit des très petites entreprises.

Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2011-457 du 26 avril 2011 fixant les conditions d'application progressive de la réforme du crédit à la consommation aux contrats de crédit renouvelable en cours a été publié au Journal Officiel de la République du 27 avril 2011.

Publications

Le microcrédit professionnel en outre-mer : un succès à consolider

Les Instituts d'émission (IEDOM et IEOM) viennent de publier une étude intitulée « *Le microcrédit professionnel en outre-mer : de la création de mono-entreprise au développement économique durable* ». Ces travaux ont été présentés dans le cadre du Comité économique consultatif de l'IEDOM qui s'est tenu le 27 avril dernier, à Paris. Le microcrédit semble s'appliquer avec pertinence dans les géographies ultramarines, du fait de leur dynamisme en termes de création d'entreprises, des spécificités de leur tissu d'entreprises et d'une demande potentielle importante liée à de forts taux de chômage et à une part élevée de personnes en situation d'exclusion. Progressivement développé en outre-mer, sans adaptation majeure du « modèle » d'origine, ce concept a suscité un engouement indéniable, comme en attestent les taux de progression du microcrédit et la part des entreprises financées. Toutefois, l'accès des personnes les plus démunies à ce dispositif demeure encore insuffisant, de même qu'il peine à jouer pleinement son rôle d'outil d'accompagnement vers la 'banclarisation'.

Ce document est téléchargeable à l'adresse suivante :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/noteie_microcredit_professionnel_042011.pdf

Autres Publications

ACP

Le rapport annuel d'activité de l'Autorité de contrôle prudentiel est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/acp/publications/rapport-annuel-d-activite-de-l-acp.htm>

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 28 avril 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En mars 2011, la production industrielle du Japon a chuté de 15,3 % par rapport à février, à la suite du séisme et du tsunami. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,1 % sur un an en mars. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 8,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est resté stable à 4,6 % en mars. En mars 2011, les exportations ont reculé de 2,2 %, les importations ont crû de 11,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial s'élève à 1,65 milliard d'euros.

Hausse de l'inflation en Chine

Le PIB de la Chine a progressé de 9,7 % au premier trimestre 2011 contre 9,8 % au trimestre précédent. La production industrielle a augmenté de 14,4 % au premier trimestre 2011. En mars 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,4 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 35,8 % et de 27,3 % sur un an. L'excédent commercial a atteint 140 millions de dollars au mois de mars.

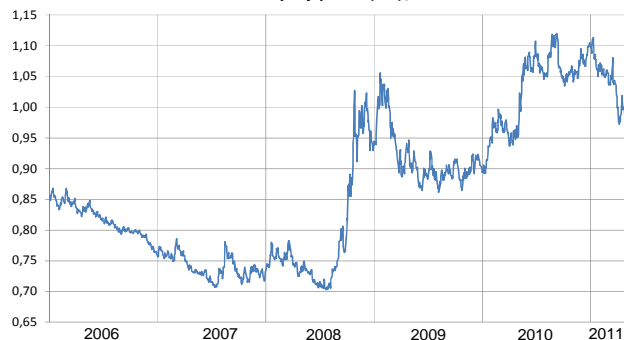
La banque centrale australienne maintient son taux directeur

L'indice des prix à la consommation s'est apprécié de 1,6 % au 1^{er} trimestre 2011 par rapport au 4^{ème} trimestre et de 3,3 % sur un an. Les prix des produits alimentaires augmentent sensiblement (+2,9 %), appuyés par la flambée des prix des légumes (+16,0 %) et des fruits (+14,5 %). En glissement annuel, les prix des fruits et légumes ont crû de 21,5 % en raison de conditions climatiques défavorables qui ont pesé sur la production. La banque centrale australienne a décidé, le 3 mai, de maintenir son taux directeur à 4,75 %.

Statu quo également pour la banque centrale néo-zélandaise

Au 1^{er} trimestre 2011, l'indice des prix à la consommation s'accroît de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, et de 4,5 % sur un an. Cette nouvelle hausse est imputable aux prix des transports (+2,5 %), en phase avec ceux des produits pétroliers. Les autres contributeurs à la progression de l'indice sont les postes « boissons alcoolisées et tabac » (+3,5 % suite à l'augmentation de la taxe sur le tabac) et « biens alimentaires » (+1,2 %). La banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 28 avril, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Visite de la Ministre de l'Outre-mer

La Ministre de l'Outre-mer, Mme Marie-Luce Penchard, s'est déplacée en Nouvelle-Calédonie du 14 au 17 avril. À cette occasion, la Ministre a rencontré les représentants des principaux courants politiques locaux afin d'examiner les solutions envisageables pour rétablir une stabilité institutionnelle. À son retour en métropole, le Premier ministre, M. François Fillon, a validé la proposition de la Ministre de modifier l'article 121 de la loi organique du 19 mars 1999, qui prévoit, en l'état actuel, que lorsqu'un membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie cesse d'exercer ses fonctions, le candidat suivant de liste le remplace. Lorsqu'il n'existe pas de suivant de liste susceptible de le remplacer, par exemple lorsque les candidats d'une liste ont démissionné dans leur totalité, le gouvernement, dans son ensemble, est démissionnaire de plein droit et il est procédé à l'élection d'un nouveau gouvernement dans un délai de quinze jours.

Revalorisation des bas salaires

Le gouvernement a adopté, le 19 avril, les arrêtés approuvant les revalorisations salariales définies par les accords professionnels signés pour treize branches d'activité. Ces accords prévoient, notamment, le relèvement des salaires compris entre 1 et 1,5 fois le salaire minimum garanti (SMG), conformément à l'accord cadre signé le 18 février 2010, relatif aux salaires et à l'amélioration de la compétitivité et de la productivité des entreprises. Ces revalorisations interviennent parallèlement à la hausse du salaire minimum garanti qui s'élève, depuis le 1^{er} janvier 2011, à 140 000 F CFP.

Léger recul des prix à la consommation et lutte contre la vie chère

En mars, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,1 % malgré la hausse de 2,4 % des prix de l'énergie. Cette baisse résulte en partie de la diminution de 0,8 % des prix des produits alimentaires, et plus particulièrement des prix des légumes frais (-15,8 %). Sur un an, l'indice des prix augmente de 2,7 %, les prix des produits alimentaires et de l'énergie progressant respectivement de 5,9 % et de 6,6 %.

Le gouvernement a présenté, le 2 mai, les 21 pistes de réflexion autour desquelles doit s'articuler son plan global de lutte contre la vie chère et d'amélioration du pouvoir d'achat qui sera dévoilé le 13 mai. Ces pistes reposent en partie sur une réforme de la fiscalité et une adaptation des régimes de protection des marchés. Les différents acteurs économiques devraient, dans un premier temps, proposer au gouvernement des mesures visant à réduire les prix de produits de grande consommation et de première nécessité.

Fin des travaux d'allongement de la piste de l'aérodrome de Magenta et avancement des travaux de l'aéroport de La Tontouta

Les travaux d'extension, de rénovation et de balisage de la piste de l'aérodrome de Magenta, débutés en juillet 2008, se sont achevés au premier trimestre 2011. L'allongement de 150 mètres de la piste, portée ainsi à 1 400 mètres, permet désormais à la compagnie Air Calédonie d'augmenter le nombre de passagers transportés par avion et d'assurer les décollages dans de meilleures conditions de sécurité.

Les deux premières phases de travaux d'agrandissement de l'aéroport international de La Tontouta sont achevées. Ainsi, les parkings (un parking public de 570 places et un parking pour les voitures de location), une gare routière et un nouveau bâtiment de fret de 3 300 m² ont été livrés. De même, le nouveau hall d'accueil de l'aéroport de La Tontouta est ouvert depuis avril 2011. La fin des travaux est prévue au 1^{er} semestre 2012, pour un montant global estimé à plus de 10 milliards de F CFP.

1^{ère} conférence régionale océanienne des Ministres de l'énergie, des technologies de l'information et de la communication et des transports

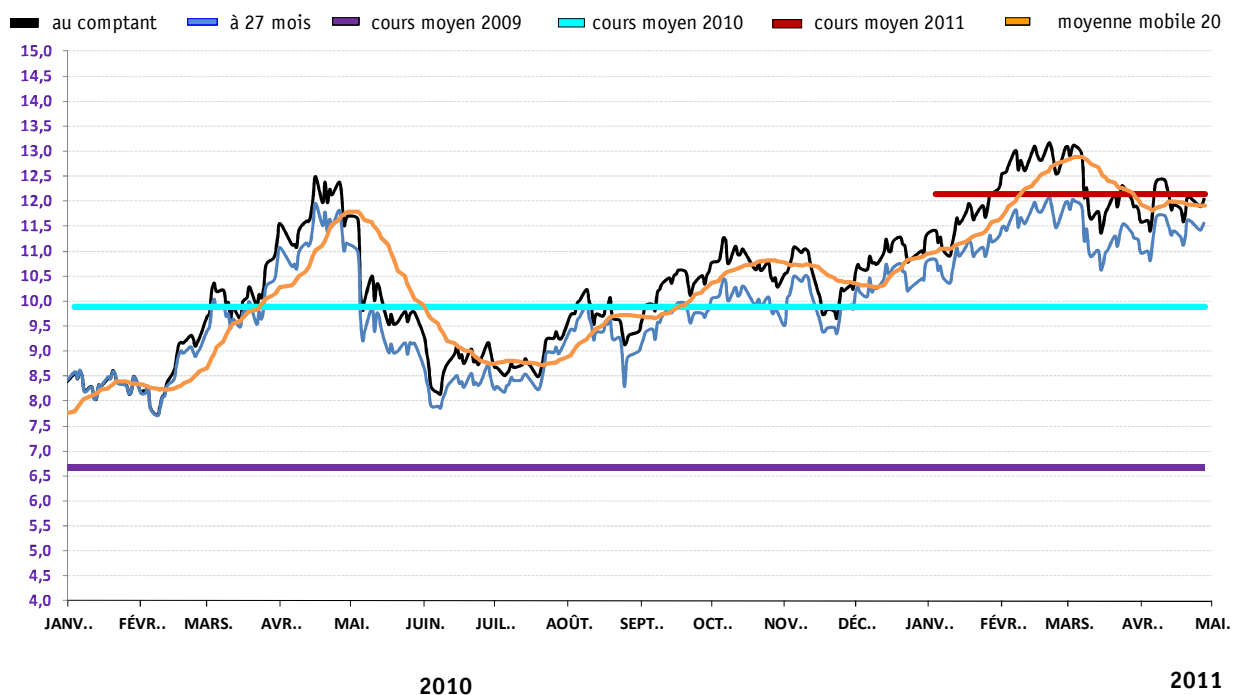
La 1^{ère} conférence régionale océanienne des Ministres de l'énergie, des transports et des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'est tenue du 4 au 8 avril à Nouméa, au siège du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS). Deux cadres d'action, l'un relatif à l'énergie et l'autre aux transports, ont été approuvés par les représentants des différents pays insulaires du Pacifique. Ils visent à renforcer les partenariats régionaux pour, notamment, mieux coordonner les services régionaux de transport et améliorer la sécurité énergétique des pays de la zone.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		avr.-11	101,4	0,3%	2,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		mars-11	8 285	8,2%	-9,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-11	13 009	4,5%	40,6%
	cumulées	mars-11	30 956	-	9,1%
Importations	mensuelles	mars-11	24 338	-12,9%	13,7%
	cumulées	mars-11	72 879	-	30,1%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		avr.-11	11,94	-1,8%	1,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		avr.-11	985,90	-4,7%	-6,1%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-11	375	29,3%	43,2%
	cumulées	mars-11	764	-	-6,2%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-11	5 631	11,3%	12,1%
	cumulées	mars-11	13 530	-	-7,8%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	mars-11	6 894	6,1%	0,3%
	cumulés	mars-11	21 233	-	7,4%
• Nuitées	mensuels	févr.-11	48 455	-3,5%	22,5%
	cumulés	févr.-11	98 661	-	18,9%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		févr.-11	61,10%	+ 3,1 pts	+ 9,1 pts
• Croisiéristes	cumulés	mars-11	51 023	-	37,0%
BTP					
• Ventés totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-11	14 086	14,7%	-6,8%
	cumulées	mars-11	33 364	-	-8,1%
• Index BT 21 (p)		mars-11	138,49	0,3%	7,6%
• IRL (p)		mars-11	110,82	0,4%	1,9%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-11	54	92,9%	-22,9%
	cumulées	mars-11	88	-	-36,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-11	71	61,4%	-26,0%
	cumulées	mars-11	123	-	-36,9%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-11	663	26,8%	-2,8%
	cumulées	mars-11	1 657	-	-5,8%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-09	févr.-10	févr.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	12 645	13 252	14 283	4,8%	7,8%
Dépôts à vue	178 141	204 091	230 798	14,6%	13,1%
Total M1	190 786	217 343	245 081	13,9%	12,8%
M2-M1	80 209	90 827	94 906	13,2%	4,5%
Total M3	423 821	469 569	519 320	10,8%	10,6%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-08	déc.-09	déc.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	346 651	382 013	406 004	10,2%	6,3%
Ménages	305 711	328 208	359 616	7,4%	9,6%
Collectivités locales	39 195	36 060	48 228	-8,0%	33,7%
Autres agents de CCB non ventilés	10 022	9 732	15 483	-2,9%	59,1%
Total encours sain	701 580	756 012	829 331	7,8%	9,7%
Créances douteuses brutes	14 213	15 435	16 545	8,6%	7,2%
Total encours brut	715 793	771 448	845 876	7,8%	9,6%

Interdits bancaires

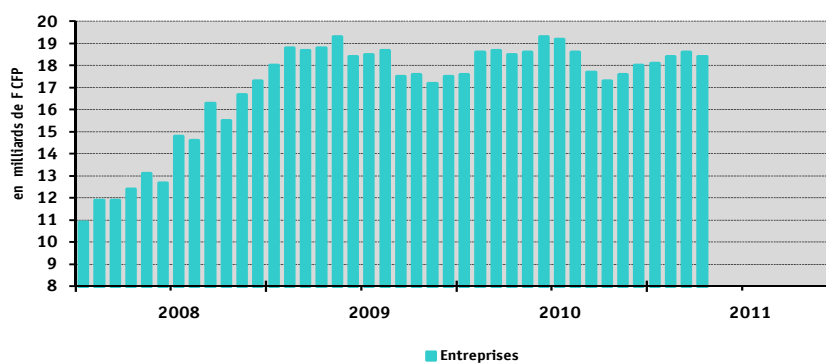
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	avr.-11	6 181	-1,2%	-2,6%
	dont personnes physiques	avr.-11	5 504	-1,1%	-3,1%
	dont personnes morales	avr.-11	677	-1,3%	1,7%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	avr.-11	13 566	3,5%	76,4%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-11	3 699	2,6%	17,8%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-11	18,4	-0,9%	-0,6%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	avr	98,7	101,4	2,7
Entreprises				
nb d'entreprises	mars	49 380	52 912	7,2%
	dont nb d'entreprises sans salarié			
créations d'entreprises	mars	43 157	46 618	8,0%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 506	1 375	-8,7%
liquidations judiciaires (nb)	mars	908	689	-24,1%
redressements judiciaires (nb)	mars	32	22	-31,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	11	14	27,3%
ventes de ciment local (tonnes)	avr	666	677	1,7%
importations ciment (tonnes)	mars	36 229	33 316	-8,0%
total ciment (tonnes)	mars	81	48	-41,1%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	36 310	33 364	-8,1%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	7 263	6 683	-8,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr	2 107	1 894	-10,1%
	mars	942	980	4,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec	81 538	84 540	3,7%
dont secteur privé	dec	58 381	60 875	4,3%
dont secteur public	dec	23 157	23 665	2,2%
demandes d'emploi de fin de mois	mars	9 196	8 285	-9,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mars	8 060	7 560	-6,2%
chômeurs indemnisés	mars	1 795	1 824	1,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	781,1	828,4	6,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avr	5 680	5 504	-3,1%
incidents paiements sur chèques	avr	7 560	8 838	16,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 759	1 657	-5,8%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mars	3 793	3 877	2,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	6 783	6 758	-0,4%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 597	3 616	0,5%
Echanges				
nombre de touristes	mars	19 772	21 233	7,4%
nombre de croisiéristes	mars	37 231	51 023	37,0%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	févr	52,3%	61,1%	8,8pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	avr	9,74	12,13	24,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	avr	11,80	11,94	1,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	814	764	-6,2%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	4 213	5 392	28,0%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	14 674	13 530	-7,8%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	23 236	24 115	3,8%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	139	88	-36,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	195	123	-36,9%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	27 644	29 630	7,2%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	97%	96%	-1,69pt
total des importations (M FCFP)	mars	56 014	72 879	30,1%
total des exportations (M FCFP)	mars	28 381	30 956	9,1%
taux de couverture	mars	50,67%	42,48%	-8,2pts
recettes douanières (M FCFP)	mars	10 130	10 236	1,0%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	févr	204 091	230 798	13,1%
M1	févr	217 343	245 081	12,8%
M2	févr	308 170	339 987	10,3%
Dépôts à termes	févr	161 228	179 176	11,1%
M3	févr	469 569	519 320	10,6%
P1	févr	4 192	4 031	-3,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,77%	4,89%	0,13 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,39%	4,58%	0,19 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,02 %	4,63 %	-0,40 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	17,17 %	18,28 %	1,11 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	dec	771 448	845 876	9,6%
Ménages	dec	328 208	359 616	9,6%
dont crédits à la consommation	dec	65 714	69 048	5,1%
dont crédits à l'habitat	dec	260 763	289 191	10,9%
Entreprises	dec	382 013	406 004	6,3%
dont crédits d'exploitation	dec	76 575	77 372	1,0%
dont crédits d'investissement	dec	206 215	213 900	3,7%
dont crédits à la construction	dec	91 741	101 159	10,3%
Collectivités locales	dec	36 060	48 228	33,7%
dont d'investissement	dec	32 117	42 022	30,8%
Autres agents de CCB non ventilés	dec	9 732	15 483	59,1%
créances douteuses brutes	dec	15 435	16 545	7,2%
taux de créances douteuses brutes	dec	2,0%	2,0%	-0,04 pt
ensemble des actifs financiers	dec	557 216	626 981	12,5%
Ménages	dec	299 754	319 968	6,7%
Sociétés	dec	187 129	213 519	14,1%
Autres agents	dec	70 333	93 495	32,9%
dont assurances-vie	dec	76 408	90 769	18,8%

(p) : provisoire (a) : actualisé

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%	13/04/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,80% à 6,25% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/04/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/04/2011	2,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		
	29/04/2011	31/03/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		taux	date d'effet
EONIA	1,4200%	0,9020%	+ 0,518 pt	0,8170%	+ 0,603 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	1,2370%	0,9680%	+ 0,269 pt	0,7820%	+ 0,455 pt	banques locales	8,24%	31/12/2010
EURIBOR 3 mois	1,3850%	1,2390%	+ 0,146 pt	1,0060%	+ 0,379 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,6750%	1,5460%	+ 0,129 pt	1,2270%	+ 0,448 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011
EURIBOR 12 mois	2,1320%	1,9960%	+ 0,136 pt	1,5070%	+ 0,625 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions		
	29/04/2011	31/03/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08			
TEMPE	1,0016%	0,6483%	+ 0,772 pt	0,4902%	+ 0,930 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	1,1290%	0,9020%	+ 0,227 pt	0,8110%	+ 0,318 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	1,3220%	1,1760%	+ 0,146 pt	1,0220%	+ 0,300 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	1,6220%	1,4850%	+ 0,137 pt	1,2510%	+ 0,371 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	2,0870%	1,9270%	+ 0,160 pt	1,5260%	+ 0,561 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	3,9500%	3,8600%	+ 0,090 pt	3,5900%	+ 0,360 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	3,7500%	3,6600%	+ 0,090 pt	3,3900%	+ 0,360 pt			
TRBOSP	3,9000%	3,8700%	+ 0,030 pt	3,6500%	+ 0,250 pt			

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010
taux JJ	0,170%	0,200%	0,230%	0,160%	0,080%	0,080%	0,490%	0,570%	0,490%
3 mois	0,190%	0,475%	0,476%	0,180%	0,280%	0,110%	0,865%	0,890%	0,820%
10 ans emprunts phares	3,340%	3,470%	3,310%	1,200%	1,270%	1,120%	3,470%	3,690%	3,400%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Prêts relais	5,99%	Découverts en compte (1)	13,77%
Autres crédits aux particuliers (applicables du 1er mai au 30 juin 2011)		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,47%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament	19,53%		
Prêts et autres prêts	8,03%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Devise	1 USD/XPF	80,3040	1 NZD/XPF	64,8049	1 HKD/XPF	10,3383	1 GBP/XPF	133,8250	
100 JPY/XPF	98,8910	1 AUD/XPF	88,0028	1 SGD/XPF	65,5489	100 VUV/XPF	88,8367	1 FJD/XPF	46,1043